

ANNEXE I : ÉNONCÉ DES TRAVAUX

L'acquisition De Quatre (4) Plateformes Multifonctionnelle Solaire Dans Le Cadre Du Projet De Relèvement Economique Des Femmes Dans Les Communes De **Dori, **Tema Bokin**, **Fada Gourma** et **Ouahigouya****

I. Contexte et Justification

Pays sahélien, le Burkina Faso a une population totale estimée à 18 450 000 d'habitants (51% de femmes et 49% d'hommes) en 2015 avec une forte croissance démographique de l'ordre de 3,1% par an. Sa population active, dont 42,3% ont moins de 30 ans, est estimée à 9 333 313 personnes (52,2% d'hommes et 47,8% de femmes). Sur le plan économique, les femmes occupent 60% des activités de production, transformation ainsi que de commercialisation et leur contribution à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) est estimée à 70%.

Malgré cette importance numérique et le rôle déterminant que joue la Femme dans la vie de la nation, sa condition dans la société burkinabè demeure peu reluisante.

En effet, elle est toujours confrontée à des difficultés d'accès, d'utilisation et de contrôle des ressources (terre, eau d'irrigation), des intrants agricoles, des équipements de production et de transformation, du crédit, etc., et des bénéfices de ses activités socioéconomiques. Il faut ajouter que les capacités financières de la Femme et de la jeune fille à créer ou à renforcer leurs entreprises sont insuffisantes.

Au niveau de l'accès aux équipements de production, de transformation et de conservation, elles font face à différentes difficultés, dont l'accès limité à l'information sur lesdits équipements, l'insuffisance de formation pour leur utilisation et leur maintenance, la cherté de certains d'entre eux, etc. L'accès à la formation professionnelle leur est également difficile.

En plus de ces contraintes, le contexte sécuritaire des régions du Nord et du Sahel ne leur est pas favorable. Cette situation les expose à plusieurs types de violences basées sur le genre (physique, morale, psychologique) ce qui entraîne parfois des déplacements massifs. D'où leurs difficultés à mener des activités de développement et à les maintenir dans le temps et dans l'espace.

A cela s'ajoute la crise sanitaire liée au COVID 19 qui ralentit, voire rompt le développement des initiatives économiques de la population en générale et des femmes en particulier.

C'est en réponse à ces difficultés que la plateforme régionale des Femmes du G5 Sahel a initié ce présent projet pour appuyer l'installation de plateformes multifonctionnelles solaires pour faciliter l'accès des femmes et des filles aux moyens de production et atténuer leurs charges de travail.

Le projet va assurer le renforcement des capacités et des compétences techniques des bénéficiaires (femmes, hommes jeunes filles et garçon) des régions où seront installées les plateformes multifonctionnelles, à travers les différentes formations qui leur seront offertes sur les nouvelles technologies de transformation des produits agricoles.

Ces personnes formées vont, au terme de leur formation, travailler à temps plein au niveau des plateformes multifonctionnelles au compte des groupements féminins Nayiné et de Pinal Lamiral

Bafélé qui gèreront les plateformes, ou à leur propre compte, et vont ainsi d'une part assurer leur développement économique et celui de leurs régions.

La mise en œuvre de ce projet va contribuer à créer des emplois stables et valorisants pour les femmes et les jeunes et créer des conditions d'une plus grande résilience des jeunes et de la communauté face aux tentatives de recrutement des groupes extrémistes violents. Aussi, elle va permettre d'augmenter les revenus des femmes et des jeunes. Ce qui va sans doute leur permettre de se hisser à des niveaux de prise de décision et contribuer au développement de leur terroir et par la même occasion à la prévention de la radicalisation et l'extrémisme violent dans la zone d'intervention du projet en offrant aux jeunes des opportunités économiques et sociales constructives pour eux/elles-mêmes et pour leur communauté.

C'est pour réaliser cet impératif que les présents Termes De Références sont élaborés pour l'acquisition et l'installation des quatre plateformes multifonctionnelles solaires dans les communes de **Dori, Tema Bokin, Fada Gourma et Ouahigouya**

II. OBJECTIFS

❖ Objectif Général

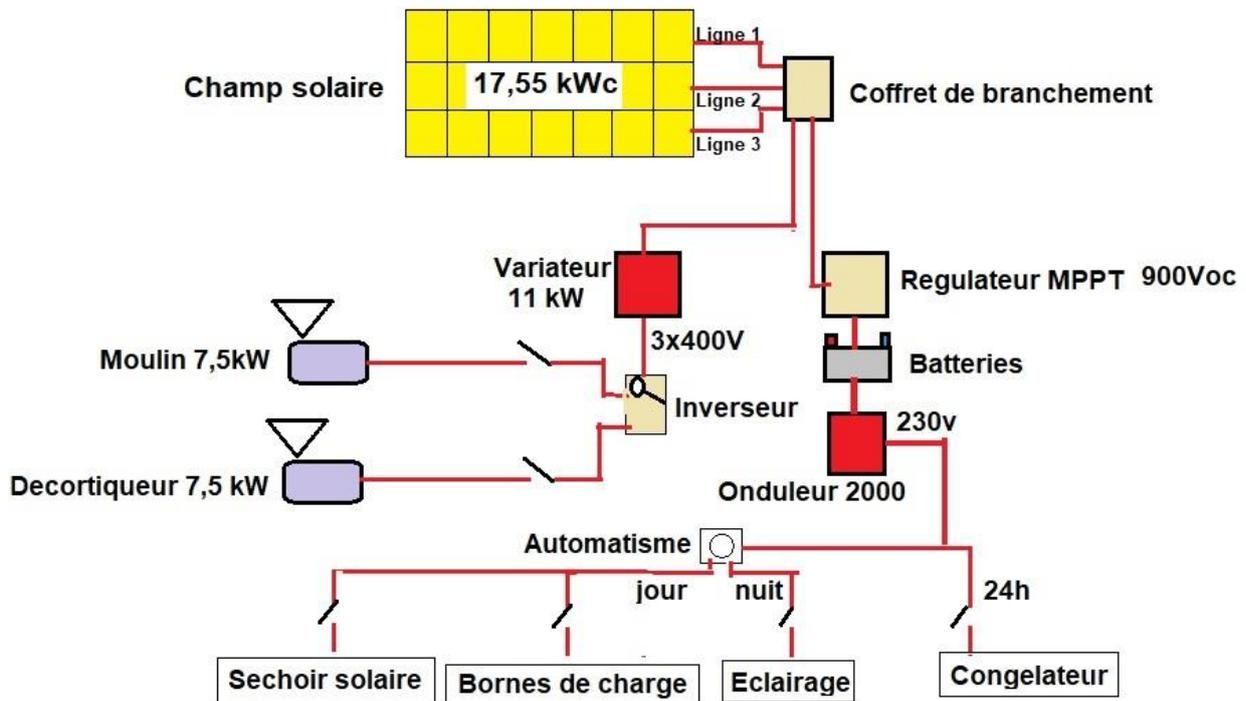
Contribuer au relèvement économique et à la résilience des femmes et des filles à travers l'installation de quatre plateformes multifonctionnelles solaires dans les communes de **Dori, Tema Bokin, Fada Gourma et Ouahigouya**

❖ Objectifs spécifiques

- Acquérir quatre plateformes multifonctionnelles solaires au profit des groupements de femmes Nayi Neré et de Pinal Lamiral Bafélé des communes de **Dori, Tema Bokin, Fada Gourma et Ouahigouya**
- Assurer l'acheminement des équipements sur les sites d'installation dans les communes de **Dori, Tema Bokin, Fada Gourma et Ouahigouya**
- Assurer les installations et tester la fonctionnalité des plateformes multifonctionnelles dans les communes de **Dori, Tema Bokin, Fada Gourma et Ouahigouya**;
- Faciliter la mise en place d'un service de prestation technique : maintenance préventive et service de réparations.

III. Résultats attendus du soumissionnaire

- Quatre plateformes multifonctionnelles solaires sont acquises au profit des groupements de femmes Nayi Neré et de Pinal Lamiral Bafélé des communes de **Dori, Tema Bokin, Fada Gourma et Ouahigouya**;
- Fourniture et installation des équipements pour les plateformes multifonctionnelles solaires comme l'indique le schéma synoptique ci-après :



SCHEMA SYNOPTIQUE PLATEFORME MULTIFONCTIONNELLE SOLAIRE

- Formation des comités de gestion des plateformes
- Suivi périodiques des installations solaires pour toute la durée de la garantie

IV. Méthodologie

Le présent travail se fera selon les étapes suivantes :

- Notification de la part de Creative de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu
- Signature du contrat ou bon de commande pour le marché
- Livraison des équipements et articles sur les sites
- Réception des équipements par l'équipe Creative
- Installation des équipements
- Formation des 4 comités de gestion des plateformes pour le suivi et la maintenance
- Validation d'un plan de Suivi périodiques des installations

V. Critères d'Eligibilité

Pour être éligible à postuler, les entreprises doivent respecter les conditions ci-après :

- Un Soumissionnaire, y compris toute partie qui le constitue, pourra être ressortissant de tout pays, sous réserve des dispositions de l'Annexe II-A-14, Pays éligibles. Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays s'il en est ressortissant ou s'il y est constitué en société

établie et enregistrée dans le pays, et y fonctionne conformément aux dispositions légales de ce pays. Ce critère s'appliquera également pour définir la nationalité des sous-traitants éventuels.

- b. Un Soumissionnaire n'aura pas de conflit d'intérêt. Tous les Soumissionnaires ayant un conflit d'intérêt seront exclus. Un Soumissionnaire pourra être considéré comme étant en situation de conflit d'intérêt avec une ou plusieurs des parties au processus d'appel d'offres s'ils sont associés, ou ont été associés dans le passé, directement ou indirectement, avec le consultant ou avec une autre entité qui a effectué la conception, définit le cahier des charges et les autres documents relatifs au Projet, ou qui sont proposés à titre d'Administrateur du Projet.
- c. Une société faisant l'objet d'une déclaration d'exclusion prononcée par l'autorité compétente, est disqualifiée.
- d. Les entreprises pourront être admises à participer uniquement si elles peuvent établir que (i) elles sont juridiquement et financièrement autonomes, (ii) elles fonctionnent conformément aux règles du droit commercial, et (iii) elles ne sont pas sous la tutelle de l'autorité contractante.
- e. Les Soumissionnaires fourniront, à la satisfaction de l'Employeur, les preuves de la validité de leur admissibilité qu'il peut raisonnablement demander.

VI. Calendrier

Le calendrier estimé est le suivant ;

Contractualisation avec l'entreprise sélectionnée : **9 juin 2021**

Livraison et transport des équipements sur les sites : **23 Juin 2021**

Installation des équipements par l'entreprise : **25 Juin 2021**

Formation des comités de gestion sur le suivi et la maintenance des équipements : **28 juin 2021**

Date de remise des plateformes : **29 juin 2021 au plus tard**

Annexe II : INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

A. Instructions générales

Les présentes instructions aux soumissionnaires ne feront pas partie de l'offre ni du contrat. Elles visent uniquement à aider les soumissionnaires à préparer leurs propositions. **Lisez et suivez attentivement ces instructions.**

1. La proposition et tous les documents correspondants relatifs à la proposition doivent être rédigés en français, sauf autorisation expresse contraire. En outre, toutes les propositions doivent être présentées à simple interligne, avec des titres clairs pour les sections, et dans l'ordre indiqué dans l'Annexe III - Critères d'évaluation.
2. Les propositions ne doivent comprendre que le travail du soumissionnaire. Aucun texte ne doit être copié de sources extérieures à votre organisation, à moins que ces sources ne soient adéquatement citées et créditées. **Si Creative à la preuve qu'une partie de la proposition est plagiée à partir de sources externes, le soumissionnaire sera automatiquement disqualifié.**
3. Les propositions et tous les coûts et prix doivent être présentés en **FCFA**. Tous les prix doivent être hors taxes, mais nets de tout droit de douane. Un bon de commande ferme à prix fixe sera

émis à l'endroit du soumissionnaire retenu en monnaie locale conformément aux exigences de la législation locale.

4. Le soumissionnaire doit indiquer dans sa proposition la période de validité de son offre. La période minimale d'acceptation de l'offre pour cette DP est de **90 jours** à compter de la date de clôture de la DP. Si un soumissionnaire a donné une période de validité de moins de 90 jours, il lui sera demandé de la réviser. Si le soumissionnaire ne prolonge pas la période de validité, sa proposition sera rejetée. Creative se réserve le droit de ne pas faire d'attribution.
5. La proposition technique et la proposition financière **doivent** être séparées l'une de l'autre. La proposition technique ne doit **en aucun cas** faire référence à des informations financières. Ceci permettra de faire une évaluation technique strictement basée sur le mérite technique.
6. Les soumissionnaires doivent être autorisés à mener des activités commerciales, comme en témoigne la soumission de documents administratifs commerciaux valables.
7. Aucune charge encourue par les soumissionnaires dans la préparation et la soumission de la proposition n'est remboursable par Creative. Toutes ces charges seront assumées par le soumissionnaire.
8. Détermination de la responsabilité : le contrat ne sera attribué qu'aux sous-traitants ayant répondu à la demande. Pour une telle attribution, le soumissionnaire doit fournir une lettre d'accompagnement, comme le prévoit l'annexe IV.
9. Offres tardives : Les Soumissionnaires sont entièrement responsables de s'assurer que leurs Offres sont reçues conformément aux instructions énoncées dans les présentes. Une Offre tardive sera recommandée pour rejet, même si le retard est dû à des circonstances indépendantes de la volonté du soumissionnaire. Les offres tardives ne seront examinées qu'à la discrétion du bureau de la passation des marchés.
10. Modification/retrait des offres : Les soumissionnaires ont le droit de retirer, de modifier ou de corriger leurs offres après qu'elles aient été livrées à Creative à l'adresse indiquée ci-dessus à condition qu'ils en fassent la demande avant la date de clôture de la DP.
11. Propriété des offres : Les propositions soumises en réponse à la présente DP ne seront pas retournées. Un effort raisonnable sera fait pour assurer la confidentialité des propositions reçues de tous les soumissionnaires. La présente DP ne vise pas à obtenir des informations de nature hautement exclusive, mais si de tels renseignements sont inclus dans la proposition du soumissionnaire, ce dernier doit en aviser Creative et doit annoter le document en y inscrivant la mention " Confidentiel et exclusif " afin qu'il puisse être traité de façon appropriée.
12. Clarifications et modifications à la DP : Toute question sur la présente demande doit être envoyée par courriel à **approvisionnement@crea-p4p.com**. Aucune question ou clarification ne sera acceptée si elle est reçue par un autre moyen. Les réponses seront traitées et envoyées par courriel au soumissionnaire qui en fait la demande et seront envoyées à toutes les organisations invitées à soumissionner ou seront publiées de nouveau si elles sont apportées dans le cadre d'un appel d'offre ouvert.
13. Creative prévoit que des entretiens avec les soumissionnaires seront menés ; cependant, Creative se réserve le droit d'attribuer un marché sans mener des entretiens. Les soumissionnaires doivent présenter leur meilleure offre.

14. Eligibilité des entreprises - Source/Origine/Nationalité : Le code géographique autorisé pour la source et l'origine des biens et services et pour la nationalité de nos fournisseurs dans le cadre de ce contrat est 935. Des détails complets sur les critères relatifs à la source/origine/nationalité peuvent être trouvés à la section 22 CFR 228 (voir http://www.access.gpo.gov/nara/cfr/waisidx_02/22cfr228_02.html). Les soumissionnaires dont les propositions ne répondent pas aux critères de nationalité seront considérés comme inéligibles.

L'incapacité d'être d'accord et conforme avec l'un des critères spécifiques ci-dessus entraînera l'inéligibilité du soumissionnaire et la proposition pourra être rejetée.

B. Soumission de la proposition :

Les propositions doivent être soumises dans **deux courriers électroniques séparés**

1. Courriel/Enveloppe 1 - Proposition technique
2. Courriel/Enveloppe 2 - Proposition financière

Chaque dossier devrait être clairement étiqueté avec le numéro de la DP et le titre du projet.

Les soumissionnaires qui ne soumettent pas leurs propositions technique et financière séparément seront automatiquement disqualifiés. Les propositions doivent être remises au plus tard à la date/heure indiquée, autrement elles seront automatiquement disqualifiées.

C. Contenu de la proposition :

La proposition doit comporter cinq sections :

- i. **La lettre d'accompagnement (Annexe IV)**
- ii. **Copie de la licence commerciale valide du soumissionnaire**
- iii. **L'Attestation de Régularité Fiscale – ARF valide**
- iv. **La proposition technique**
- v. **La proposition financière**

- 1) La lettre d'accompagnement : Doit être rédigée sur papier à en-tête du soumissionnaire et DOIT contenir les renseignements demandés à l'Annexe IV.
- 2) Licence d'exploitation
- 3) L'attestation de Régularité fiscale valide
- 4) Proposition technique :
 - a. Doit aborder **clairement et précisément** les aspects théoriques et pratiques que le soumissionnaire a pris en compte et qu'il utilisera pour réaliser l'énoncé des travaux.
 - b. La proposition technique est l'occasion pour le soumissionnaire de démontrer que le cabinet ou l'entreprise est " techniquement capable " de mettre en œuvre l'activité, et devrait démontrer la maîtrise du soumissionnaire et ses capacités à effectuer le travail, et aborder les questions clés spécifiées dans les critères d'évaluation de l'Annexe III.
 - c. La proposition technique doit être divisée en sections clairement distinctes **suivant le même ordre** des critères d'évaluation de l'Annexe III. Une proposition mal ordonnée qui rend l'information difficile à trouver occasionnerait des notes faibles.
 - d. **Si un soumissionnaire fait une proposition qui ne répond pas à la plupart des informations requises dans la présente DP, tel qu'indiqué expressément dans l'énoncé des travaux et les critères d'évaluation, sa proposition sera automatiquement rejetée.**

- 5) **La proposition financière** : doit être soumise séparément de la proposition technique et indiquera principalement le coût d'exécution des travaux spécifiés dans la présente DP. La proposition financière doit fournir, au moins, les informations suivantes
- a. Un budget détaillé qui présente une ventilation des coûts par articles. Il est à noter que tout coût indirect ou frais généraux doit être indiqué dans un poste séparé du budget et ne doit pas être intégré aux coûts directs. **Utilisez le modèle de budget présenté dans les Critères d'évaluation, à l'Annexe III.**
 - b. Les soumissionnaires ne doivent pas utiliser de " taux de charge " pour la main-d'œuvre. Les budgets ne doivent inclure que les taux de base pour le coût de la main-d'œuvre. Les formulaires avec des taux de charge (c'est-à-dire incluant les primes au personnel ou tout autre type d'avantage financier) seront rejetés.
 - c. Des notes détaillées et complètes sur les coûts qui donnent des informations sur chacun des postes du budget et expliquent pourquoi ces postes sont nécessaires pour la mise en œuvre de l'activité.
 - d. Si des taux indirects sont facturés, les soumissionnaires doivent présenter les calculs de l'affectation des coûts indirects/ frais généraux, une copie d'un rapport d'audit et d'un bilan, et un état des profits et pertes (P&L) / des recettes et dépenses OU une copie de l'accord actuel négocié sur les taux de coûts indirects (NICRA).

Le non-respect de l'un ou l'autre des points ci-dessus entraînera le rejet de la proposition du soumissionnaire, qui sera considéré comme " non conforme ". Si un Soumissionnaire fournit des informations insuffisantes dans sa proposition technique et/ou financière, Creative se réserve le droit de demander des informations supplémentaires, ou de demander une révision de la proposition du soumissionnaire, au besoin. Creative se réserve le droit de ne faire aucune attribution, dans le cadre de cette DP.

Annexe III CRITÈRES D'ÉVALUATION

Base d'attribution : l'attribution sera faite au bénéfice du soumissionnaire dont l'offre présente le meilleur rapport qualité-prix : la combinaison optimale du mérite technique et du coût raisonnable. Les propositions seront d'abord notées sur les critères techniques. Seules les propositions financières de celles qui dépassent la note minimale de **70 points** dans l'évaluation technique seront examinées. Celles qui n'obtiennent pas cette note de qualification dans l'évaluation technique seront considérées comme non compétitives et leurs propositions financières ne seront pas examinées.

EXEMPLES DE CRITÈRES D'ÉVALUATION

I. Compétence technique - présentée dans la proposition technique 100 points

Faire une proposition technique claire, spécifique et succincte qui couvre à la fois les approches conceptuelles et pratiques dans l'atteinte des objectifs de ce projet. Plus précisément, veuillez aborder les points suivants, **dans l'ordre indiqué ci-dessous** :

Titres	Critères	Nombre de Points
Capacité d'exécution	<p>Compte tenu de l'énoncé des travaux figurant à l'annexe ;</p> <ul style="list-style-type: none"> i. Ont prouvé qu'ils sont un légalement enregistré. (IFU et RCCM) ii. Avoir la licence requise (preuves fournies) pour l'achat et l'installation des équipements demandés iii. Avoir un Attestation de Régularité Fiscale (ou équivalent) valide iv. La période de Garantie des équipements v. Des photos des différents articles sollicités <p>Les entreprises/sociétés qui fournissent une méthodologie plus complète et des preuves de la qualité du travail et une capacité avérée dans le contexte envisagé seront notées plus favorablement que celles qui ne fournissent pas ces preuves.</p>	30 points
Expériences précédentes	Dans un court paragraphe, démontrez l'expérience de votre entreprise et fournissez une liste de projets sur lesquels vous avez travaillé avec des contacts clés. Et appuyer cette liste par des anciens contrats ou bon de commande déjà exécuté.	30 points
Equipe proposée	<p>Fournir une liste de l'équipe pour l'installation et la formation avec une combinaison d'expertise, y compris le niveau de participation de chacun à la mission.</p> <p>Une équipe expérimentée dans l'installation des plateformes solaires et qui peut assurer une formation pour la maintenance et le suivi des équipements.</p> <p>Assurez-vous que les CV à jour de tous les membres de l'équipe, avec leur expérience et leurs compétences, sont joints à la proposition.</p>	20 points

Calendrier de travail et garantie des équipements	Compte tenu de l'échéancier serré pour l'exécution de ce marché, et les spécifications techniques des articles, quelles mesures prendrez-vous pour veiller à ce que toutes les spécifications soient respectées et quels délais de garanties accordez-vous ? Les calendriers de travail et la garantie qui sont plus réalistes et qui proposent des échéanciers et des plans d'atténuation réalistes seront évalués plus favorablement que les plans qui ne répondent pas à ces critères.	20 points
Total		100 points

Si un soumissionnaire soumet une proposition qui ne répond pas à la majorité des informations demandées dans la présente DP, tel qu'indiqué expressément dans l'énoncé des travaux et les critères d'évaluation, sa proposition sera automatiquement rejetée.

A. Pièces jointes non notées

Vous pouvez inclure des lettres de recommandation/appréciation et des certificats en pièces jointes, ou tout autre document que vous considérez pouvoir appuyer votre proposition, agrafés/attachés séparément du reste de la proposition technique. Le contenu présenté dans ces documents ne sera pas noté.

2. Caractère raisonnable des coûts et capacité financière - présenté dans la proposition financière.

- a) Soumettre un budget détaillé avec les spécifications techniques demandées pour effectuer ce marché. L'examen de la proposition financière par Creative doit déterminer si les coûts globaux proposés sont réalistes pour le travail à effectuer, s'ils reflètent une compréhension adéquate des exigences du projet et s'ils sont conformes à la proposition technique du soumissionnaire. Creative examinera également les postes individuels et déterminera s'ils sont admissibles, imputables et raisonnables.

- Ci-dessous la listes des équipements et articles demandés :

Description	Unité	Qté	Prix unitaire	Prix Total
Prestation pour un site				
Panneau de de 390W monocristallin	u	45		
Structure de support métallique pour les 45 panneaux (3 lignes de 15) traité anti rouille avec prise de terre et toutes suggestions	u	3		
Clôture champ solaire : 20m x 15m <ul style="list-style-type: none"> • 70 m de grillage hauteur 1,5m avec barbelé • 34 cornières de 40 • 4 cornières d'angle de 40 • Kit tendeur, fil galva, fil de fer • 1 porte de 1,5m x 1m avec cadenas • 2 réglettes led 10w étage 	ens	1		

<ul style="list-style-type: none"> • 1 coffret de branchement panneau avec fusible 				
<p>Câblage avec chemin de câble ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Panneaux -Coffret de branchement : 100m de 2x6mm² • Coffret de branchement-Variateur : 20 m de 2x 25mm² • Coffret de branchement-regul MPPT : 25 m de 2x 10 mm² • • Variateur-Contacteur de répartition ; 5m de 4 x25 mm² • Contacteur- Disjoncteur Moulin : 5m de 4 x25 mm² • Contacteur- Disjoncteur Décortiqueur 5m de 4 x25 mm² • Onduleur – reglettes champ solaire : 40m de 3 x1,5m • Onduleur – installation local moulins : 30m de 3 x2,5m 	ens	1		
Variateur triphasé ESP Fuji 11KW 400V 50Hz IP 20 avec parafoudre	u	1		
Coffret électrique ; Contacteur-inverseur, disjoncteurs moulin et décortiquer et toutes suggestions	u	1		
Circuit éclairage extérieur automatique 3 lampes de 10W	ens	1		
Installation électrique intérieur avec automatisme pour congélateur, séchoir solaire et kit borne de recharge de 20 prises	ens	1		
Onduleur Phoenix Inverter 48/2000	u	1		
Régulateur MPPT 900Voc /48V	u	1		
Batterie 200AH	u	4		
Congélateur 200 litres	u	1		
Moulin électrique 7,5kW/400V complet 200 à 300Kg/h	u	1		
Décortiquer électrique 7,5Kw/400V complet 200 à 300Kg/h	u	1		
Séchoir solaire thermique 2m ³ à trois compartiments avec arrêt automatique et affichage température en temps réel à ventilation électrique et toutes suggestions	u	1		
Transport sur site	FF	1		
Installation, formation et mise en service et formation	ens	1		
Total pour un site HT				
Prestation pour 4 sites				
Total pour 4 sites HT				

Les propositions financières prévoyant un financement plus direct des produits de la programmation et de la main-d'œuvre locale, au lieu des salaires du personnel et des frais administratifs ou généraux, seront examinées plus favorablement.

- b) Soumettez un exposé budgétaire/des notes budgétaires raisonnablement complets qui fournissent des informations sur chacun des postes du budget et expliquent pourquoi ces postes sont nécessaires pour la mise en œuvre de l'activité.
- c) Si des taux indirects sont facturés, les soumissionnaires doivent présenter les calculs ayant permis l'affectation des coûts indirects/ frais généraux, une copie d'un rapport d'audit et d'un bilan, et un état des profits et pertes (P&L) /des recettes et dépenses OU une copie de l'accord actuel sur les taux de coûts indirects négociés (NICRA).

Les soumissionnaires qui ne fournissent pas les informations requises ci-dessus dans le cadre de leur proposition financière, qui présentent une proposition qui offre un niveau de compréhension faible du travail à effectuer, ou qui présentent des éléments et des coûts irréalistes, non admissibles ou déraisonnables, selon l'évaluation de l'examineur, seront considérés comme non recevables et pourront être disqualifiés.

Détermination de la meilleure valeur pour l'attribution

Creative examinera les propositions en fonction du meilleur rapport qualité-prix, conformément à la sous-partie 15.1 du Règlement sur les acquisitions fédérales (FAR) - Processus et techniques de sélection des sources. Dans toutes les demandes de soumissions, Creative considérera et effectuera une évaluation basée à la fois sur la capacité technique et le coût. L'importance relative de ces deux facteurs variera en fonction de la nature de l'activité. Dans de rares cas, Creative peut également faire une attribution à un cabinet autre que le soumissionnaire ayant la meilleure évaluation technique ou le soumissionnaire offrant le plus faible coût, conformément aux FAR 15.101-1.

Creative se réserve le droit de demander à un Soumissionnaire des documents d'appui supplémentaires ou une proposition révisée si les informations fournies dans la proposition technique et/ou financière du soumissionnaire sont insuffisantes. Si les informations demandées ne sont pas fournies, Creative se réserve le droit de disqualifier le soumissionnaire pour les prochaines étapes.

**ANNEXE IV
FORMAT DE LA LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT DE LA PROPOSITION - À
IMPRIMER SUR DU PAPIER À EN-TÊTE DE L'ORGANISATION**

Ville, Pays
<Date>

Adressée au : Bureau de la passation des marchés de Creative (USAID – P4P)

Madame/ Monsieur :

Nous, soussignés....., vous proposons d'entreprendre le marché **RFP-CAI-OUA-0312/2021-02**

dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de relèvement économique des femmes à travers la mise en place d'une plateforme multifonctionnelle solaire à travers l'achat des équipements et leurs installations dans les villages cités ci haut. (Voir ANNEXE I) conformément à votre demande de propositions datée du [08/03/2021] et à nos propositions technique et financière soumises dans le présent document.

Les détails de notre organisation sont les suivants :

- i. Nom de la société
- ii. Adresse de la société
- iii. Nom du représentant autorisé de la société :
- iv. N° de téléphone / N° de téléphone portable, adresse électronique :
- v. Période de validité de la proposition
- vi. Une licence d'exploitation valide

Notre proposition nous engage, sous réserve des modifications résultant de la négociation, jusqu'à l'expiration de la période de validité de la proposition. Nous comprenons que vous n'êtes pas tenu d'accepter cette proposition ou toute autre proposition que vous recevez.

Nous certifions également que notre organisation :

- a) Dispose de ressources financières suffisantes, y compris équipe dynamique et appropriée, pour exécuter les travaux énoncés dans la présente ;
- b) Est en mesure de respecter le calendrier de livraison ou d'exécution décrit, en tenant compte de tous les engagements et contraintes existants ;
- c) A un dossier de rendement satisfaisant ;
- d) A un dossier satisfaisant en matière d'intégrité et d'éthique commerciale ;
- e) Dispose des capacités techniques, de l'équipement et des services nécessaires, ou est en mesure de les obtenir ; et
- f) Est autrement qualifié et admissible pour une attribution en vertu des lois et règlements applicables.

Cordialement,

Signature autorisée :

Nom et titre du signataire :

Date :

Annexe V
CLAUSES APPLICABLES DU CONTRAT PRINCIPAL

Les travaux exécutés ou les fournitures livrées dans le cadre du contrat résultant de la présente DP sont conformes à un contrat principal de l'USAID. Toutes les clauses pertinentes de ce contrat principal seront incorporées dans le présent contrat : (a) de manière à soumettre le Contractant à ces clauses, le cas échéant, et (b) autant que nécessaire pour permettre à Creative d'exécuter ses obligations en vertu du contrat et permettre à l'USAID de faire valoir ses droits en vertu de la présente. Le présent contrat intègre les Federal Acquisition Regulations - *Règlement fédérale sur les acquisitions* – (FAR) et les règlements des agences, selon le cas. Dans la mesure où ces clauses s'appliquent au Contractant, elles sont intégrées à la présente par référence avec la même force et le même effet que si elles étaient présentées dans leur texte intégral. Le cas échéant, en vertu de ces clauses, les références au " Gouvernement " doivent être interprétées comme signifiant Creative Associates et " le Contractant " comme signifiant le bénéficiaire du contrat résultant de cette attribution.

Clauses du Règlement fédérale sur les acquisitions (48 CFR I)

Les clauses du FAR suivantes sont applicables à ce contrat de sous-traitance spécifique, incorporées ici par référence.

Numéro	Titre	Date
Federal Acquisition Régulations – Règlement fédérale sur les acquisitions – (48 CFR Chapitre I)		
52.203-8	ANNULATION, RESCISION ET RECOUVREMENT DE FONDS POUR ACTIVITÉ ILLÉGALE OU IRRÉGULIÈRE	JAN 1997
52.204-10	DÉCLARATION DE LA RÉMUNÉRATION DES CADRES SUPÉRIEURS ET DES ATTRIBUTIONS DE CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE DE PREMIER NIVEAU	JUIL 2013
52.204-2	EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	AOUT 1996
52.204-4	IMPRIMÉ OU COPIÉ RECTO-VERSO SUR DU PAPIER RECYCLÉ	MAI 2011
52.204-9	VÉRIFICATION DE L'IDENTITÉ DU PERSONNEL DU CONTRACTANT	JAN 2011
52.208-9	UTILISATION PAR LE CONTRACTANT DE SOURCES D'APPROVISIONNEMENT OU DE SERVICES OBLIGATOIRES	OCT 2008
52.209-9	MISES À JOUR DES INFORMATIONS ACCESSIBLES AU PUBLIC SUR LA RESPONSABILITÉ	JUIL 2013
52.215-10	RÉDUCTION DE PRIX POUR LES DONNÉES DE COÛT OU DE PRIX CERTIFIÉES DÉFECTUEUSES	AOUT 2011
52.215-11	RÉDUCTION DE PRIX POUR LES DONNÉES DE COÛTS OU DE PRIX DÉFECTUEUSES - MODIFICATION	AOUT 2011
52.215-12	DONNÉES CERTIFIÉES SUR LES COÛTS OU LES PRIX DES SOUS-TRAITANTS	OCT 2010
52.215-13	DONNÉES SUR LES COÛTS OU LES PRIX DES SOUS-TRAITANTS – MODIFICATIONS	OCT 2010
52.215-14	INTÉGRITÉ DES PRIX UNITAIRES	OCT 2010

52.215-15	AJUSTEMENTS AU RÉGIME DE RETRAITE ET RÉVERSIONS D'ACTIFS	OCT 2010
52.215-18	RÉVERSION OU AJUSTEMENT DES RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI AUTRES QUE LES RETRAITES (PRB)	JUIL 2005
52.215-2	AUDIT ET REGISTRES - NÉGOCIATION	OCT 2010
52.215-23	NOTIFICATION DES CHANGEMENTS DE PROPRIÉTÉ	JUIL 2005
52.215-8	ORDRE DE PRÉSÉANCE -- MODÈLE UNIFORME DE CONTRAT	OCT 1997
52.216-7	LIMITATIONS DES FRAIS DE PASSAGE	OCT 2009
52.216-8	COÛT ET PAIEMENT ELIGIBLES	JUIN 2013
52.219-14	LIMITATIONS DE LA SOUS-TRAITANCE	JUIL 2013
52.219-16	DOMMAGES-INTÉRÊTS LIQUIDÉS - PLAN DE SOUS-TRAITANCE	NOV 2011
52.219-25	PROGRAMME DE PARTICIPATION DES PETITES ENTREPRISES DÉFAVORISÉES - SITUATION DÉFAVORISÉE ET RAPPORTS	JAN 1999
52.219-28	REPRÉSENTATION DES PETITES ENTREPRISES DÉFAVORISÉES APRÈS L'ATTRIBUTION	JUIL 2013
52.219-4	HONORAIRES FIXES	JUIN 2011
52.219-8	AVIS DE PRÉFÉRENCE D'ÉVALUATION DES PRIX POUR LES PETITES ENTREPRISES DÉFAVORISÉES DE LA HUBZONE	JAN 2011
52.219-9	VARIANTE II DU PLAN DE SOUS-TRAITANCE DES PETITES ENTREPRISES (OCT. 2001)	JUIL 2013
52.222-2	PAIEMENT DES PRIMES D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES	JUIL 2013
52.222-21	INTERDICTION DES INSTALLATIONS SÉPARÉES	JUIN 2003
52.222-26	ÉGALITÉ DES CHANCES	FEV 1999
52.222-29	NOTIFICATION DE REFUS DE VISA	MARS 2007
52.222-3	TRAVAIL DES CONDAMNÉS	JUIL 1990
52.222-35	ÉGALITÉ DES CHANCES POUR LES ANCIENS COMBATTANTS HANDICAPÉS DE LA GUERRE DU VIETNAM ET LES AUTRES ANCIENS COMBATTANTS ADMISSIBLES	JUIN 2003
52.222-36	DISCRIMINATION POSITIVE POUR LES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS	SEP 2010
52.222-37	RAPPORTS SUR LE TRAVAIL DES ANCIENS COMBATTANTS HANDICAPÉS SPÉCIAUX, DES ANCIENS COMBATTANTS DE LA GUERRE DU VIETNAM ET D'AUTRES ANCIENS COMBATTANTS ADMISSIBLES	OCT 2010
52.222-38	CONFORMITÉ AUX RAPPORTS SUR LES CRITERES D'EMPLOI DES ANCIENS COMBATTANTS	SEP 2010
52.222-40	NOTIFICATION DES DROITS DES EMPLOYÉS EN VERTU DE LA LOI NATIONALE SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL	DEC 2010
52.223-16	IEE 1680 NORME POUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PRODUITS INFORMATIQUES PERSONNELS	DEC 2007
52.223-18	POLITIQUE DU CONTRACTANT VISANT À INTERDIRE LA MESSAGERIE ECRITE PENDANT LA CONDUITE	AOUT 2011
52.223-6	INTERDICTION DE LA DROGUE DANS LE LIEU DE TRAVAIL	MAI 2001
52.224-1	AVIS RELATIF À LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	AVRIL 1984
52.224-2	AVIS RELATIF À LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	AVRIL 1984

52.225-13	RESTRICTIONS SUR CERTAINS ACHATS À L'ÉTRANGER	JUIN 2008
52.225-14	INCOHÉRENCE ENTRE LA VERSION ANGLAISE ET LA TRADUCTION DU CONTRAT	FEV 2000
52.225-19	PERSONNEL DU CONTRACTANT DANS UNE ZONE OPÉRATIONNELLE DÉSIGNÉE OU APPUYANT UNE MISSION DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE HORS DES ÉTATS-UNIS	MARS 2008
52.225-25	INTERDICTION DE PASSER DES MARCHÉS AVEC DES ENTITÉS EXERÇANT CERTAINES ACTIVITÉS OU OPÉRATIONS EN COLLABORATION AVEC LA REPRÉSENTATION ET LA CERTIFICATION DE L'IRAN	DEC 2012
52.227-14	DROITS SUR LES DONNÉES – GÉNÉRALITÉS	DEC 2007
52.227-2	AVIS ET ASSISTANCE CONCERNANT LA VIOLATION DE BREVETS ET DE DROITS D'AUTEUR	DEC 2007
52.228-3	ASSURANCE-ACCIDENTS DU TRAVAIL (LOI SUR LES BASES MILITAIRES)	AVRIL 1984
52.228-4	ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET CONTRE LES RISQUES DE GUERRE À L'ÉTRANGER	AVRIL 1984
52.228-7	ASSURANCE--RESPONSABILITÉ ENVERS LES TIERS	MARS 1996
52.229-3	IMPÔTS FÉDÉRAUX, ÉTATIQUES ET LOCAUX	FEV 2013
52.229-6	IMPÔTS - CONTRATS ÉTRANGERS À PRIX FIXE	FEV 2013
52.229-8	IMPOTS - CONTRAT DE REMBOURSEMENT DES COÛTS ÉTRANGERS	MARS 1990
52.230-2	NORMES DE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE	MAI 2012
52.230-3	INFORMATIONS À FOURNIR ET COHÉRENCE DE LA PRATIQUE DE LA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE	MAI 2012
52.230-6	ADMINISTRATION DES NORMES DE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE	JUIN 2010
52.232-1	PAIEMENTS	AVRIL 1984
52.232-17	INTÉRÊTS	OCT 2010
52.232-18	DISPONIBILITÉ DES FONDS	AVRIL 1984
52.232-20	LIMITATION DES COÛTS	AVRIL 1984
52.232-22	LIMITATION DES FONDS	AVRIL 1984
52.232-23	CESSION DE CRÉANCES	JAN 1986
52.232-25	LOI DE REMPLACEMENT I SUR LE PAIEMENT RAPIDE (FEV 2002)	JUIL 2013
52.232-33	PAIEMENT PAR FONDS ÉLECTRONIQUES - IMMATRICULATION CENTRALE DES CONTRACTANTS	JUIL 2013
52.232-37	ACCORDS DE PAIEMENTS MULTIPLES	MAI 1999
52.232-39	INEXÉCUTION D'OBLIGATIONS NON AUTORISÉES	JUIN 2013
52.232-8	ESCOMPTE POUR PAIEMENT RAPIDE	FEV 2002
52.232-9	LIMITATION DE LA RETENUE DES PAIEMENTS	AVRIL 1984
52.233-1	LITIGES	JUIL 2002
52.233-3	LOI DE REMPLACEMENT I SUR LA CONTESTATION APRÈS L'ATTRIBUTION (JUIN 1985)	AOUT 1996
52.233-4	LOI APPLICABLE EN CAS DE RÉCLAMATION POUR RUPTURE DE CONTRAT	OCT 2004
52.237-9	RENONCIATION À LA LIMITATION DES INDEMNITÉS DE DÉPART VERSÉES AUX ÉTRANGERS	AOUT 2003

RFP-CAI-OUA-03 | 2/2021-02

52.242-1	AVIS D'INTENTION DE REFUSER DES FRAIS	AVRIL 1984
52.242-13	FAILLITE	JUIL 1995
52.242-3	PÉNALITÉS POUR COÛTS NON ADMISSIBLES	MAI 2001
52.242-4	CERTIFICATION DES COÛTS INDIRECTS FINAUX	JAN 1997
52.243-1	LOI DE REMPLACEMENT I SUR CHANGEMENTS - PRIX FIXE (AVRIL 1984)	AOUT 1987
52.243-2	LOI DE REMPLACEMENT II SUR LES CHANGEMENTS-REMBOURSEMENT DES COÛTS - (AVRIL 1984)	AOUT 1987
52.244-2	CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE	OCT 2010
52.244-5	CONCURRENCE DANS LA SOUS-TRAITANCE	DEC 1996
52.244-6	CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE POUR DES ARTICLES COMMERCIAUX	JUIL 2013
52.245-1	BIENS DU GOUVERNEMENT	AVRIL 2012
52.246-23	LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ	FEV 1997
52.246-25	LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ – SERVICES	FEV 1997
52.247-63	PRÉFÉRENCE POUR LES TRANSPORTEURS AÉRIENS BATTANT PAVILLON AMÉRICAIN	JUIN 2003
52.247-64	PRÉFÉRENCE POUR LES NAVIRES COMMERCIAUX PRIVÉS BATTANT PAVILLON AMÉRICAIN	FEV 2006
52.249-14	RETARDS EXCUSABLES	AVRIL 1984
52.249-2	RÉSILIATION POUR CONVENANCE DU GOUVERNEMENT (PRIX FIXE)	AVRIL 2012
52.249-4	RÉSILIATION POUR CONVENANCE DU GOUVERNEMENT (SERVICES) (FORME ABRÉGÉE)	AVRIL 1984
52.249-6	RÉSILIATION (REMBOURSEMENT DES COÛTS)	MAI 2004
52.249-8	DÉFAUT (FOURNITURE ET SERVICE À PRIX FIXE)	AVRIL 1984
52.253-1	FORMULAIRES PRODUITS PAR ORDINATEUR	JAN 1991

AIDAR 48 CFR Chapter 7

752.7001	DONNÉES BIOGRAPHIQUES	JUIL 1997
752.7002	VOYAGES ET TRANSPORTS	JAN 1990
752.7003	DOCUMENTATION POUR LE PAIEMENT	NOV 1998
752.7006	AVIS	AVRIL 1984
752.7008	UTILISATION DES INSTALLATIONS OU DU PERSONNEL DU GOUVERNEMENT	AVRIL 1984
752.7009	MARQUAGE	JAN 1993
752.7013	RELATIONS ENTRE LE CONTRACTANT ET LA MISSION	OCT 1989
752.7014	AVIS DE MODIFICATION DU RÈGLEMENT SUR LES VOYAGES	JAN 1990
752.7015	UTILISATION DE LA VALISE DIPLOMATIQUE	JUIL 1997
752.7018	COUVERTURE SANTÉ ET ACCIDENT POUR LES PARTICIPANTS DE L'USAID EN FORMATION	JAN 1999
752.7019	FORMATION DES PARTICIPANTS	JAN 1999
752.7023	FORMULAIRE DE VISA REQUIS POUR LES PARTICIPANTS DE L'USAID	AVRIL 1984
752.7025	APPROBATIONS	AVRIL 1984
752.7027	PERSONNEL	DEC 1990

RFP-CAI-OUA-0312/2021-02

752.7029	PRIVILÈGES DE POSTE	JUIL 1993
752.7031	CONGÉS ET JOURS FÉRIÉS	OCT 1989
752.7033	SANTÉ PHYSIQUE	JUIL 1997
752.7034	RECONNAISSANCE ET RENONCIATION	DEC 1991
752.7035	AVIS PUBLICS	DEC 1991
752.202-1	DÉFINITIONS	JAN 1990
752.204-2	EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ CONFLITS D'INTÉRÊTS ORGANISATIONNELS DÉCOUVERTS	(undated)
752.209-71	APRÈS L'ATTRIBUTION	JUIN 1993
752.211-70	LANGUE ET MESURE UTILISATION DES PRÉOCCUPATIONS DES PETITES ENTREPRISES ET DES PRÉOCCUPATIONS DES PETITES	JUIN 1992
752.219-8	ENTREPRISES DÉFAVORISÉES	MARS 2015
752.225-71	ACHATS LOCAUX	FEV 1997
752.227-14	DROITS SUR LES DONNÉES – GÉNÉRALITÉS ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (LOI SUR	OCT 2007
752.228-3	LES BASES MILITAIRES)	DEC 1991
752.228-7	ASSURANCE-RESPONSABILITÉ ENVERS LES TIERS	JUIL 1997
752.229-70	IMPÔTS FÉDÉRAUX, ÉTATIQUES ET LOCAUX SUPPLÉMENTS DE SALAIRE POUR LES EMPLOYÉS DU	(undated)
752.231-71	GOVERNEMENT DU PAYS HOTE OBLIGATIONS D'INFORMATION SUR LES BIENS DU	OCT 1998
752.245-70	GOVERNEMENT – DE L'USAID	JUIL 1997
752.245-71	TITRE DE PROPRIÉTÉ ET ENTRETIEN DES BIENS CONVERSION DE DOLLARS AMÉRICAINS EN MONNAIE	AVRIL 1984
752.7010	LOCALE	AVRIL 1984

Restriction sur certains achats à l'étranger (juin 2008)

Sauf autorisation de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) – *Bureau de contrôle des avoirs étrangers* – du Département du Trésor, le contractant ne doit pas acquérir, pour l'exécution du présent contrat, des fournitures ou des services si une proclamation, un décret ou une loi administrée par l'OFAC, ou si les règlements d'application de l'OFAC au chapitre V du 31 CFR, interdisent une telle transaction par une personne soumise à la juridiction des États-Unis.

- a) Sauf autorisation de l'OFAC, la plupart des transactions concernant Cuba, l'Iran et le Soudan sont interdites, de même que la plupart des importations de Birmanie ou de Corée du Nord, aux États-Unis ou dans leurs régions périphériques. Les listes des entités et des personnes faisant l'objet de sanctions économiques figurent sur la liste des ressortissants spécialement désignés et des personnes faisant l'objet d'un blocage de l'OFAC, sont disponibles à l'adresse <http://www.treas.gov/offices/enforcement/ofac/sdn>. De plus amples informations sur ces restrictions, ainsi que des mises à jour, sont disponibles dans les règlements de l'OFAC au paragraphe 31 CFR Chapitre V et/ou sur le site Web de l'OFAC à <http://www.treas.gov/offices/enforcement/ofac>.
- b) Le Contractant doit insérer cette clause, y compris le présent paragraphe (c), dans tous les contrats de sous-traitance.

I.3 4-14.001

Information pour les contractants, sous-traitants et personnes clés non américaines.

- a) Le contractant doit remplir et soumettre le " Formulaire d'information de l'USAID " à l'annexe B, pour
 - (i) lui-même, s'il s'agit d'une entité non américaine
 - (ii) Chaque sous-traitant ou sous-traitant d'un sous-traitant, quel que soit le niveau, qui est une entité non américaine ; ou
 - (iii) Chaque personne clé qui est une entité non américaine.

- b) Aux fins de la présente clause, les définitions suivantes s'appliquent :

" Entité non américaine " : désigne (1) tout citoyen non américain ou résident légal non permanent des États-Unis ; ou (2) toute entité qui n'est pas formée aux États-Unis ou dont 50 % ou plus des capitaux propres sont détenus ou contrôlés par des personnes qui ne sont pas des citoyens américains ou des résidents légaux permanents des États-Unis.

Par " personnes clés ", on entend (i) une personne ou une entité détenant 10 % ou plus des actions de l'organisation, qu'elles soient publiques ou privées ; (ii) les principaux responsables de l'organe dirigeant de l'organisation (par exemple, le président, le vice-président, le trésorier ou le secrétaire du conseil d'administration ou conseil d'université) ; (iii) le dirigeant principal et le dirigeant principal adjoint de l'organisation (par exemple, le directeur exécutif, le directeur adjoint, le président, le vice-président) ; (iv) le directeur de programme ou le chef de mission pour le programme financé par l'USAID ; et (v) toute autre personne ayant des responsabilités importantes dans l'administration des activités ou des ressources financées par l'USAID.

- c) Les critères du paragraphe (a) de la présente clause doivent être remplis avant et après l'acceptation du contrat par le Gouvernement au moins :
 - (i) une fois par an ; ou
 - (ii) Lorsqu'il y a un changement ou un ajout dans une entité ou une personne identifiée au paragraphe (a).

- d) USAID se réserve le droit d'annuler l'approbation d'une sous-traitance au cas où USAID prendrait connaissance bien après d'informations indiquant que la sous-traitance est contraire à la loi ou à la politique américaine interdisant le soutien au terrorisme ou facilitant les activités criminelles. Dans ce cas, l'agent contractuel de l'USAID fournira des instructions écrites au bénéficiaire pour mettre fin à la sous-traitance.

(Fin de la disposition)